

# Fonction publique : Contre les coupes budgétaires, pour des augmentations de salaires

**Les fédérations syndicales de la Fonction Publique État, Santé et Territoriale appellent à se mobiliser massivement pour la revalorisation immédiate du point d'indice pour l'ensemble des fonctionnaires.**

**L**e gel du point d'indice pendant près de 10 ans cumulé avec une hausse de l'inflation qui n'arrête pas a entraîné un appauvrissement généralisé des fonctionnaires, au point qu'on constate un reflux des candidats aux différents concours pour la Fonction Publique.

Alors que l'on connaît une hausse des prix à 2 chiffres pour l'alimentaire, l'explosion des prix du gaz, de l'électricité ou de l'essence, le gouvernement Macron multiplie les aumônes pour les fonctionnaires qui galèrent pour boucler les fins de mois.

La hausse de 3,5 % du point d'indice en 2022, de 1,5 % en 2023 et de 5 points d'indice pour février 2024 illustrent bien tout le mépris du gouvernement Macron envers des fonctionnaires dont ils aimeraient bien pouvoir se débarrasser.

Dans cette situation, Stanislas Guérini a multiplié les annonces tout l'automne 2023 et dès sa prise de fonction au ministère de la fonction publique pour annoncer une refonte du statut des fonctionnaires, non pas pour augmenter les salaires mais pour remettre en cause nos garanties existantes : remises en cause des corps A, B et C de la Fonction Publique, généralisation des primes au mérite dans le cadre des entretiens d'évaluation, et mise en place de NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) sur le modèle du privé.

Cinq ans après la loi dite de transformation de la Fonction publique, le nouveau projet de loi du ministre Guérini annonce une nouvelle aggravation des conditions de travail des fonctionnaires !

- **Au nom de l'attractivité de la fonction publique, ils ont décidé : maintien du gel du point d'indice, en finir avec les règles collectives de gestion des personnels et individualiser, différencier, diviser les agent-es...**
- **Au nom de l'attractivité de la fonction publique, ils veulent instituer des droits différents, multiplier les mesures « à la tête du client » sous couvert du leurre « méritocratie ». Rien de tel pour aggraver la souffrance au travail, les risques psychosociaux, la concurrence entre les salarié-es, agent-es...**
- **Au nom de l'attractivité de la fonction publique, ils veulent en finir avec les « rigidités » du statut ! Les « rigidités » pour les employeurs, c'est au contraire**

**pour nous ce qui nous protège de l'arbitraire, des injonctions, du management autoritaire... C'est ce qui garantit l'indépendance des agent-es et des missions face au Capital et protège le patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas : les services publics !**

- **Au nom de l'attractivité, sans doute, Gabriel Attal prétend vouloir désmicardiser le pays ! Qu'il commence déjà par dégeler le point d'indice et rattraper tout ce qui a été voté depuis le début du gel ! Notre organisation rappelle que 20 % des personnels ont des traitements compris entre le SMIC et le SMIC+10 % !**

**Le point d'indice à 6€, nous le méritons toutes et tous !**

Le point d'indice à 6 euros, c'est un traitement de base en début de carrière à 2000 euros par mois.

N'est-elle pas là la véritable « attractivité » de la Fonction publique ?

**Nouvelle(s) purge(s) budgétaire(s) : il faut les arrêter !**

Par un décret publié le 22 février, le pouvoir exécutif vient d'acter de nouvelles coupes budgétaires d'un montant de 10 milliards d'euros !

En annulant ces crédits, la Macronie ampute lourdement les moyens de financement de toute une série de politiques publiques : logement, environnement, éducation nationale, enseignement supérieur et recherche, emploi, culture, etc.

Pour illustrer cette saignée, dans la seule Éducation nationale, ce sont 2 620 postes d'enseignants dans le 1er degré, 1 740 dans le second, 1 760 dans le privé, 4 600 AED et AESH, soit 11 000 postes qui vont être supprimés !

Mais ce sont bien l'ensemble des administrations qui vont être une fois de plus saccagés.

Pas d'argent nous dit-on ? Une nouvelle coupe de 10 milliards dans le budget ? Et les 413 milliards pour la guerre, les milliards de bénéfices du CAC 40, les milliards « d'aides » aux entreprises qui fondent dans la spéculation ? ÇA SUFFIT !

**Pour le point d'indice à 6 euros ;  
Pour réaffirmer notre rejet de la loi dite de transformation de la fonction publique  
Contre le nouveau projet Guérini ;  
Mobilisons-nous !**

**MARDI 19 mars**

**Nantes : Préfecture 10h30. / Saint Nazaire : 10h place de la mairie**